L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux: 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLÉANS.
SAMEDI, 21 NOVEMBRE 1891.

PETITES ANNONCES.

DIVERS.

$500 DE RÉCOMPENSE

Pour n'importe quel cas d'essai pratique et mes gazoline pour stove à 8 cents (8 cts) le gallon n'également pas toute autre offert ici ou ailleurs pour l'usage voulu.

J. J. PAQUETTE,
16 nov— 184 rue Camp.

F. L. AUDUNEY & CO., Imprimeurs, No 23 rue de l'Hôtel de Ville entre Carondelet et St-Charles, Nouvelle-Orléans.

Etiquettes de Pharmacien, imprimées et soigneusement depuis 25c. le mille. 13 mars—1 an

LE prix le plus élevé payé pour des meubles de ménages, pianos, chars, voitures, ou contenus de résidences. 40 rue Royale.
17 oct—3m

DEMANDES.

ON demande—Un bon boulanger pâtissier, régulier à son travail. Le bon gage sera donné à un homme compétent. John McCleskey, 76 rue St Charles. 19 nov—3f

A VENDRE.

A VENDRE—165 volumes reliés. 1831 à 1867. "Revue des Deux Mondes"—96 volumes reliés. 1843-1866, de "l'Illustration"—Livres français et espagnols, pour familles, etc. 24, Passage de la Bourse, près rue Bienville. 15nov—7f Donnine.

A LOUER.

A LOUER—Plusieurs résidences dans les meilleures parties de la Ville. S'adresser à Wm. Vogt, No 1 rue Carondelet, face à la Place d'Armes. Ou locaux par étage. Appartements rez-de-chaussée. (magasins). Localité centrale et très fréquentée. A Baudean, Real Estate Agent, 8 rue Carondelet. 7 oct—2 nov

ANNONCES JUDICIAIRES.

VENTES PAR LE CONSTABLE.

T. Lafon vs. A. H. Murray.

PREMIÈRE COUR DE CITÉ DE LA NOUvelle Orléans—No. 2,142—Division E.—Vente publique à moi adressé par l'Honorable H. H. Price, juge de la Première Cour de Cité de la Nouvelle Orléans, procès-verbal de vente en date du 7 octobre 1891, à midi, à mon entrepôt, No 1252 rue Lafayette, entre Claiborne et Carondelet, ville de la Nouvelle Orléans, savoir:

Tous les droits, titres et intérêts du défendeur dans cette affaire A. H. Murray dans et sur certain procès maintenant pendant devant la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans et numérotés 32,734 et 32,735 du docket, A. H. Murray et als. vs. Fred. Zengel et als. saisis dans l'affaire ci dessus intitulée et numérotée.

Constable—Comptant sur la livre.
M. FABRENTELLI,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
20 nov—20 23 déc 1er

Finley & Brumsweig vs Eug. C. Pares et Wm H. Flanagan in solido.

DEUXIÈME COUR DE CITÉ DE LA NOUvelle-Orléans—No 15,193—En vertu d'un writ de fieri facias à moi adressé par la Deuxième Cour de Cité de la Nouvelle Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, je procéderai à la vente aux enchères publiques, au comptant, le SAMEDI, 21 novembre 1891, à midi, à mon entrepôt, No 152 rue Lafayette, entre Claiborne et Carondelet, ville de la Nouvelle Orléans, dans l'affaire ci-dessus intitulée et numérotée, savoir:

Tous les droits, titres et intérêts de défendeur dans cette affaire A. H. Murray dans et sur certain procès maintenant pendant devant la Cour Civile de District pour la paroisse d'Orléans et numérotés 32,734 et 32,735 du docket, A. H. Murray et als. vs. Fred. Zengel et als. saisis dans l'affaire ci dessus intitulée et numérotée.

Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans—Comptant sur la livre.
M. FABRENTELLI,
Constable de la Première Cour de Cité de la Nouvelle-Orléans.
20 nov—20 23 déc 1er

Succession de Charles McCoy et Victoire Degué ou Feuvre.

COUR CIVILE DE DISTRICT POUR LA paroisse d'Orléans.—No 31,339.—Division B.—Avis est par le présent donné aux créanciers de cette succession et à toutes autres personnes intéressées d'avoir à déduire, dans les dix jours qui suivront la présente notification, les raisons s'il en a, pour lesquelles le compte final présenté par D. A. S. Vaught, syndic des créanciers de cette succession, ne devrait pas être approuvé et homologué et les fonds distribués conformément au dit compte.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
12 nov—18 17 21 Greffier.

Succession de Mme Anna Young. Vve de Henry Hoop.

COUR CIVILE DE DISTRICT pour la Paroisse d'Orléans—No 34,259—Division E.—Attendu que John Soobia, et a présenté une pétition à la Cour à l'effet d'obtenir des lettres d'administration dans la succession de feu Mme Anna Young, Veuve de Henry Hoop, décédée intestat et par la présente ordonne que tous ceux qui peut concerner d'avoir à déduire, dans les dix jours, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite pétition.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS, Greffier.
14 nov—14 19 23

AVIS AUX CREANCIERS.

ETAT DE LA LOUISIANE. COUR CIVILE de District pour la paroisse d'Orléans. No 34 204—Division D—Charles Madrail vs ses créanciers—Ordre de Cour—Qu'une réunion des créanciers ait présentement lieu dans l'office du notaire soussigné, 6 rue Bourbon, ville de la Nouvelle-Orléans, le 30 novembre 1891, à 10 heures a. m. pour entendre et décider sur une requête présentée par Charles Madrail demandant la nomination d'un liquidateur pour la succession de feu Charles Madrail, décédé intestat, avis est par le présent donné à tous ceux qui peut concerner d'avoir à déduire dans les délais susdits, les raisons pour lesquelles il ne serait pas fait droit à la dite requête.

Par ordre de la Cour.
E. A. LUMINAIS,
Greffier.

Nouvelle-Orléans, 9 novembre 1891.
(Signé) H. H. PRICE, Juge.
Pour copie conforme:
JAS. D. RANKIN, Député Greffier.
par—3f nn 14 déc

Tirage de la Loterie de l'Etat de la Louisiane.

POUR LE 25 NOVEMBRE—CLASSE No 273
Tirage de 4 heures P. M.

19	31	6	27	7	49	9	26	17	20	51	—

Les tirages ci dessus, publiés dans tous les journaux journaux, ne font en public et jour à jour, allant dans les salons de la Compagnie.

En témoignage sera apposée notre signature.
Ce 30 novembre 1891.
J. A. A. ROUSSEAU.
DAN. A. WILSON.
Commissaires.

Les plans de nos tirages quotidiens peuvent être vus ou lus tenus dans toutes les ventes.

ATTRAIT SANS PRECEDENT!

PLUS DE DEUX MILLIONS DISTRIBUÉS.

L.S.L.

Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane

Incorporée par la Législature, dans un but de charité et pour aider au développement de l'enseignement public, et ses franchises a été reconnue comme tenant partie de la présente Constitution d'Etat de 1879, par un vote populaire spécial.

Devant continuer jusqu'au 1er janvier 1895.

Les grands tirages extraordinaires ont lieu semestriellement (Juin et Décembre) et les grands tirages mensuels simples ont lieu tous les autres dix mardis de l'année, et ont tous lieu et publiés à l'Académie de Musique à la Nouvelle-Orléans.

Remarquable depuis vingt ans, pour l'intégrité de ses tirages et le prompt paiement des lots, attestés ainsi qu'il suit:

Nous déclarons, par les présentes, que nous présidons à tous les tirages mensuels et semestriels de la Compagnie de Loterie de l'Etat de la Louisiane, et que nous surgeons et contrôlons en personne ces tirages qui sont en dessous l'assurance, ont lieu avec la plus grande bonne foi vis-à-vis de toutes les parties. Nous autorisons la Compagnie à en servir, dans ses annonces, de ce certificat, auquel nous joignons le fac-simile de nos signatures.

G. T. Beauregard
Jubal A. Early
COMMISSAIRES.

Nous conseillons Banques et Banquiers payables ront tous les Coupons dans les Loteries de l'Etat de la Louisiane, qui seront présentés à nos comptoirs.

R. W. WALMSLEY, Pres. La. Nat. Bank
E. LANAUX, Pres. Citizens' Bank
A. BALDWIN, Pres. N. O. Nat. Bank
CARL KOHN, Pres. Union Nat. Bank

Tirage Semestriel de $40.00, A L'ACADÉMIE DE MUSIQUE, NOUVELLE-ORLEANS, MARDI, 15 DEC. 1891.

GROS LOT: $600,000

100,000 Numéros dans l'Urne

LISTE DES LOTS

1 Lot de	$600,000, est	$600,000
1 Lot de	200,000,	200,000
1 Lot de	100,000,	100,000
1 Lot de	50,000,	50,000
2 Lots de	20,000,	40,000
5 Lots de	10,000,	50,000
10 Lots de	5,000,	50,000
25 Lots de	2,000,	50,000
100 Lots de	500	50,000
200 Lots de	500,	100,000
500 Lots de	400,	200,000

PRIX D'APPROXIMATION

100 Lots de $1,000, est	$100,000
100 Lots de	50,000
100 Lots de	40,000

PRIX TERMINAUX.

999 Lots de $500, est	$199,500
999 Lots de $300,	199,500

2,144 Lots se montant à $2,150,000

PRIX DU BILLET:

Entier, $40; Demi, $20; Quart, $10; Huitième, $5; Vingtième, $2; Quarantième, $1, [rien de moins].

Prix pour les clubs, 25 fractions de billets de $1 pour $20.

TAUX SPECIAUX POUR LES AGENTS

AGENTS DEMANDÉS PARTOUT.

IMPORTANT.
ENVOYEZ L'ARGENT PAR L'EXPRESS A NOS FRAIS,
PAS MOINS DE CINQ FRACTIONS,
Par lesquelles nous paierons toute les fois et nous payons d'avance les frais d'express sur les MILLIERS et les LOTS DE 10 ET 20.
Envoyez à nos correspondants.

Adresse à PAUL CONRAD,
Nouvelle-Orléans, La.

Donnez l'adresse en plein et faites la signature lisible.

Le Congrès ayant passé des lois défendant le service des Malles aux Loteries, nous nous sommes servis des Compagnies d'Express pour répondre à nos correspondants et pour envoyer les listes de tirage. Depuis ces lois, l'Express étaient reconnu Nos Billets comme Emissions de Lots d'Int. Les Autorités postales maintenant continuent à livrer [illegible] BINAIRES adressées à Paul Conrad, mais ne lui feront pas parvenir les lettres ENREGISTRÉES à son adresse.

Les listes officielles des lots seront envoyées aux demandeurs à tous les agences de localités après chaque tirage en nombre voulu, par Express, sans frais aucuns.

ATTENTION!—La Cour Suprême de l'Etat de la Louisiane a décidé le 27 avril 1891 que la question de maintenir la loterie ou de la supprimer le 1er juillet prochain, était au pouvoir du peuple de cet Etat à une élection qui aura lieu en avril 1892, laquel qu'il a été décidé par la législature de l'année dernière.

L'élection qui aura lieu conformément au dit arrêt et à la dite décision de la Cour Suprême dans le mois d'avril de l'année prochaine décidera finalement si la loterie cessera ses tirages après le 1er janvier 1892, ou continuera de tirer jusqu'au 1er janvier 1895.

QUELLES QUE SOIENT LES CIRCONSTANCES, la Louisiane continuera ses tirages jusqu'au 1er janvier 1895.

Il y a tant de syndicats, fabricant et malfaisants, qui vendent sur le marché pour lesquels ils rendaient nécessaire d'énormes remboursements, que nous avons décidé de ne plus vendre nos billets aux comptoirs ordinaires, mais de les vendre directement aux personnes, par nos agents seulement, et par l'entremise de nos bureaux.

CHARITY

DE LA

People's Slaughter-House and Refrigerating Company.

ETAT DE LA LOUISIANE,
Paroisse d'Orléans. Ville de la Nlle Orléans.

QUE L'ON SACHE, que ce dixième jour d'octobre, de l'an de Notre Seigneur mil huit cent quatre vingt onze, 1891, et de l'indépendance des Etats Unis d'Amérique la cent quinzième, par devant moi, Joseph D. Taylor, notaire public, Paroisse d'Orléans, Ville de la Nouvelle-Orléans, dûment commissionné et qualifié, et en la présence des témoins ci-après nommés et connus, ont comparu individuellement les différentes personnes dont les noms figurent ci-après, lesquelles déclarent respectivement:

Que conformément au vœu des dispositions des lois de cet Etat, et spécialement de la loi No 86 de l'Assemblée Générale de l'Etat de la Louisiane, votée l'année mil huit cent quatre-vingt-huit, approuvée le 29 juin 1888, relative à l'organisation de corporations fondées pour l'association de travaux d'utilité publique et d'améliorations, elles se sont associées et par ces présentes s'associent et allient, en conjonction avec toutes autres personnes qui pourront plus tard s'associer à elles, pour organiser et constituer une corporation politique au droit à l'effet d'exécuter, en vertu de leur accord et de leurs conventions, les plans qu'ils se proposent, ci-après:

ARTICLE I.

Le nom social de cette association et corporation sera celui-ci: PEOPLE'S SLAUGHTERING AND REFRIGERATING COMPANY; elle se perpétuera sous le nom ci dessus pendant une période pleine de quatre-vingt-dix années à partir de la date de la présentation des présentes; elle pourra négocier des contrats, poursuivre en justice et être poursuivie, posséder et aliéner des effets, qu'il lui sera loisible d'annuler ou de modifier à son gré; détenir, renouveler, affermer, acquérir et vendre, emprunter et prêter, aussi bien qu'elle pourra faire toute espèce de biens meubles, immeubles ou mixtes, emprunter ou prêter et engager ou donner en gage des titres ou garantie, acquérir, détenir et vendre toutes inventions ou brevets qu'elle jugera nécessaire pour l'exécution de ses plans, nommer et désigner tels administrateurs, directeurs, employés et agents qu'exigeront les intérêts et l'exploitation de ladite corporation, établir des règlements pour l'administration de ses affaires, et les changer et modifier quand elle le jugera à propos.

ARTICLE II.

Le domicile légal de cette corporation et le lieu où elle opérera est la ville de la Nouvelle-Orléans, Paroisse de la Louisiane. Les assignations et notifications légales seront adressées au président de la corporation, et en cas d'absence ou d'empêchement de son incapacité d'agir comme président, par suite d'une cause quelconque, les assignations et notifications légales seront adressées à la personne remplissant temporairement ses fonctions.

ARTICLE III.

L'objet pour lequel cette corporation est fondée et la nature ses affaires qu'elle doit exercer sont les suivants, savoir: dans la ville de la Nouvelle-Orléans, des animaux destinés à l'alimentation publique, et à établir des appareils nécessaires à cet effet, et à faire le commerce, tant l'emmagasinage, l'importation et l'exportation; à construire, acheter, entretenir, exploiter et posséder et ajouter aux établissements d'exploitation, avec tous les bâtiments, les dépendances et appareils nécessaires pour le commerce; à acquérir, abriter et abattre toutes sortes de animaux destinés à l'alimentation; à construire, employer, entretenir et exploiter les appareils nécessaires à la fabrication de la glace et d'autres substances réfrigérantes, dans le but de conserver et de préserver la viande d'animaux abattus ou importés, à vendre les viandes, le sang, les déchets, restes, os et autres produits provenant de ces abattages, à all-power de l'exécution de pièce fabriquée, également, à acquérir de M. A. J. Fox [illegible] et Pierre Landry, suivant acte de vente et en date du 21e jour de mars 1891, et enregistré en cette ville le 24 septembre 1891, en liber 1, folio 1, tous les autres droits et privilèges à eux accordés par l'ordonnance No 5,180, Series A, en date du 1er juin 1891, et amendée par l'ordonnance No 5,242, adoptée par le Conseil de Ville le 21e jour de mai 1891, et amendée par l'ordonnance No 5,249, adoptée par le Conseil de Ville le 21e jour de mars 1891, et amendée par l'ordonnance No 5,262, adoptée par le Conseil de Ville le 21e jour de mai 1891, et amendée par l'ordonnance No 5,269, adoptée par le Conseil de Ville le 21e jour de juin 1891, ainsi que tous droits et privilèges subséquents qui pourront être octroyés par ordonnance municipale ou autrement relativement à l'abattage et à la réfrigération, et vente desdites viandes, sang, déchets et autres substances; ces droits, privilèges et autorisations seront conférés par cette corporation.

ARTICLE IV.

Le fonds-capital de cette corporation sera et restera fixé à trois cent mille dollars représentés par cent mille actions de trois dollars chacune, payables en argent ou en change ou encore payables en propriétés, droits, privilèges ou services ainsi qu'il est spécifié ci-après. Le Conseil de direction aura plein pouvoir d'admettre et de diviser des actions pleinement payées pour l'achat et la vente de droits, tout droit, privilège, propriétés, propriété de tout genre, de toute nature qui, au seul opinion, il paraît bon en argent que la corporation acquière, et aussi, on pour les services rendus ou à être rendu pour ou à cette corporation; et ces actions ainsi émises ne pourront être assujetties à aucun appel de capital également payé, d'autant plus réel à un assessment quelconque. Toutes les actions du fonds capital devront être disposées de manière qu'il ces dit plus haut seront payées en argent, 25 pour cent sur la face de chacune d'elles et dans pour cent sur la face de chacune d'elles et dans les mois après la souscription; cette action seront payés au moment de la souscription; le reste à être payé à de telles époques et en telles sommes que le Conseil de Direction jugera convenable par une résolution à cet effet, mais pas plus de dix pour cent sur aucun assessment ainsi fixé ne sont fait payable avant qu'avis de tel assessment ait été donné par un [illegible] pendant au moins dix jours consécutifs dans une feuille quotidienne de la ville de la Nouvelle-Orléans, ne pourra, en outre, que le dit fonds capital puissent être accru par un vote des deux tiers des détenteurs d'actions dans ce but par la Direction des détenteurs d'actions dans ce but par la Direction, et pourvu que ce vote ait été donné également annoncée dans une feuille quotidienne de la Nouvelle Orléans, pendant 2 jours précédents.

Tous les certificats d'actions seront signés par le Président ou son suppléant, et par le Secrétaire, et porteront le sceau de la Corporation.

Aucune action ne sera transférée, excepté sur des livres de la corporation qui en revêt [illegible] sur un droit et pas avant la remise ou la cancellation du certificat d'action au nom de celui qui transfert le dit certificat.

Aucun certificat d'action au capital ne sera émis tant que l'action ne sera pas intégrale est payée, en argent ou en propriété, ainsi qu'il est pourvu dans cet article.

ARTICLE V.

Aucun actionnaire ne sera jamais tenu responsable des erreurs ou des contrats de cet e corporation, pas plus que des amendes ou des [illegible] commodités, pour plus que la somme non payée de l'action en son nom, de même qu'aucun intérêt personnel ou de famille entre la corporation n'aura d'autre effet que d'annuler cette charte et que l'actionnaire ne sera tenu responsable à la somme nominale d'une somme excédant celle due sur son action.

ARTICLE VI.

Les pouvoirs de cette corporation seront ordonnés à et exercés par un Conseil de Direction qui sera élu tous les ans, le premier lundi de Novembre 1892. Il sera composé de neuf actionnaires, chacun desquels possédera en son propre nom ou comme fondé de pouvoir, ou commissaire, dont il sera l'un des associés, au moins 25 actions du capital, et une majorité desquels sera nécessaire pour élire, diriger, et nommer les officiers de la corporation.

Le premier Conseil de de Direction de cette corporation se composera de A. J. Forstall, Pierre Lanaux, John W. Westerfield et J. Tricou. Ils auront pour fonctions de remplir le 1er décembre les membres pour compléter le Conseil, comme il est pouvu plus haut.

Le Conseil de Direction aura le droit, après avoir donné un avis de dix jours, de remplir toute vacance au Conseil, comme il est pouvu plus haut.

Les élections se feront par balletage et sous la surveillance de trois commissaires qui seront nommés par le Président du Conseil de Direction désignera à son assemblée précédant immédiatement l'élection. Les commissaires constituent un quorum. Le Conseil de Direction aura le pouvoir de remplir toute vacance au cas où un ou plusieurs des commissaires manqueront à remplir à l'ouverture de toute élection ou à l'heure indiquée.

Les Directeurs alors élus demeureront au pouvoir jusqu'à ce que leurs successeurs soient élus et aient qualifié. Une majorité des voix données à une élection quelconque élira. Chaque action donnera droit à un vote et ne pourra être exercé par des personnes possédant l'action ou ayant une procuration.

ARTICLE VII.

Cet acte d'incorporation pourra être changé, modifié ou altéré avec l'assentiment des trois-quarts des actions représentées, et une majorité comme membres de ladite section, à toute assemblée régulière des actionnaires de cette corporation convoquée à cet effet par le Président du Conseil, après avoir donné dans un des journaux de la Nouvelle-Orléans. Les changements qui auront été ainsi faits ne seront pas opérants, et n'engageront, jusqu'à ce qu'ils aient été approuvés par le Conseil de Direction et qu'ils aient été enregistrés au bureau de l'Archiviste de l'Etat, et publiés dans un journal de la Nouvelle-Orléans.

ARTICLE VIII.

Lorsque cette corporation aura dissoute ou par limitation ou pour toute autre cause, ses affaires seront liquidées sous la surveillance de trois actionnaires qui seront nommés à cet effet à un assemblée générale des actionnaires convoquée trente jours après qu'avis antérieur aura été publié dans un des journaux quotidiens de cette ville, avis de cette assemblée et de l'ordre du jour du dit assemblée. Ces actionnaires auront plein pouvoir de vendre et de disposer sommairement, à la convenance de la majorité des actionnaires, de tous les effets, droits, privilèges, propriétés et propriété de tout genre, de toute nature qui, au seul opinion, il paraît bon en argent que la corporation acquière, et aussi, on pour les services rendu ou à être rendu pour ou à cette corporation; et ces actions ainsi émises ne pourront être assujetties à aucun appel de capital également payé, d'autant plus réel à un assessment quelconque. Toutes les actions du fonds capital devront être disposées de manière qu'il ces dit plus haut seront payées en argent, 25 pour cent sur la face de chacune d'elles et dans pour cent sur la face de chacune d'elles et dans les mois après la souscription; cette action seront payés au moment de la souscription; le reste à être payé à de telles époques et en telles sommes que le Conseil de Direction jugera convenable par une résolution à cet effet, mais pas plus de dix pour cent sur aucun assessment ainsi fixé ne sont fait payable avant qu'avis de tel assessment ait été donné par un [illegible] pendant au moins dix jours consécutifs dans une feuille quotidienne de la ville de la Nouvelle-Orléans, ne pourra, en outre, que le dit fonds capital puissent être accru par un vote des deux tiers